

# RAPPORT D'ACTIVITÉ

# 2008



SOCIÉTÉ



TUAMOTU



GAMBIER



AUSTRALES

MARQUISES





# Sommaire

Présentation générale du SPC .....	04
→ Une structure atypique .....	05
→ Les valeurs du spcpf .....	05
→ La mission .....	05
→ Les instances dirigeantes du SPC .....	06
→ L'organigramme fonctionnel .....	07
→ Les instances du SPC .....	07
Les faits marquants de 2008 .....	08
→ Dans le monde communal .....	08
→ Au SPC .....	08
→ Les chiffres-clés des communes adhérentes au SPC en 2008 .....	09
Bilan de l'activité 2008 par compétence .....	10
→ Les chiffres-clés des différents services internes .....	10
→ La compétence promotion de l'institution communale .....	11
→ La compétence adduction en eau potable (AEP) .....	12
→ La compétence informatique .....	14
→ La compétence formation .....	16
→ Récapitulatif des actions de formation par public .....	17
Le bilan financier 2008 .....	18
→ Les grandes masses du compte administratif en recettes de fonctionnement .....	20
→ Le détail du chapitre 74 .....	20
→ L'évolution des comptes sur 3 ans .....	20
→ L'exécution du budget par compétence .....	21
→ Les contributions des communes par archipel .....	21
Les membres du comité syndical .....	22
Les membres du bureau syndical .....	23



# Présentation générale du SPC

Un syndicat intercommunal est un regroupement de communes au sein d'un établissement public qui assure certaines prestations ou compétences transférées par ses adhérents.

Ses compétences sont limitées, c'est le principe de spécialité, et il est doté de pouvoirs exécutifs, conformément au principe d'exclusivité. En 2008, le SPC comptait 45 communes parmi ses adhérents, sur les 48 que comprend la Polynésie française.

Le SPC a un positionnement unique par rapport aux autres structures intercommunales polynésiennes car c'est le seul syndicat pluri-archipels, et qui prend en compte la dimension et la configuration géographique particulière de la Polynésie française (la même formation pour un élu ou un agent d'une commune isolée et éloignée que pour ceux de Tahiti, par exemple).





## → UNE STRUCTURE ATYPIQUE

Le SPC est une structure atypique comparée à ses homologues métropolitains.

D'une part, il est assimilé à une association d'élus, type Association des Maires de France (AMF) par rapport au congrès des communes, au portage des dossiers et à la formation des élus communaux.

D'autre part, il correspond à un organisme de formation publique (type CNFPT) par rapport à la formation des agents communaux.

Son offre de formations est accessible à l'ensemble des 48 communes et aux autres structures intercommunales. Pour les communes adhérentes, les coûts de formation sont compris dans les cotisations annuelles, alors que les collectivités ou structures non adhérentes contribuent financièrement à chacune de leur participation, sur la base d'un tarif fixé par le comité syndical.

## → LES VALEURS DU SPC

Les valeurs du SPC sont celles d'un service public qui mutualise des moyens et développe la solidarité en rassemblant des communes de différentes tailles issues de tous les archipels. Le SPC travaille dans la neutralité et pour l'intérêt général.

### La mutualisation des moyens

C'est répartir des charges, des frais, des équipements, etc. à égalité parmi les membres d'un groupe.

### La solidarité

C'est faire contribuer certains membres d'une collectivité à l'assistance financière et matérielle d'autres membres, ce qui implique redistribution et répartition. Le fait d'être solidaire suppose une relation entre structures ayant conscience d'une communauté d'intérêts et l'obligation morale pour les uns de ne pas desservir les autres et de leur porter assistance. Une organisation de solidarité implique association, entraide, mutualité.

### La neutralité

Cette valeur regroupe les notions suivantes :

- L'impartialité et l'indépendance par rapport aux partis politiques,
- Le respect des convictions de chacun,
- La transparence.

### Le Service public et l'intérêt général

Dans un sens large, il s'agit de toutes les activités ayant pour objet de satisfaire l'intérêt général.

Le service public doit satisfaire les besoins sociaux de tous les citoyens, il doit promouvoir une utilisation efficace des ressources et mener des actions d'intérêt général.

## → LA MISSION

La mission du SPC est d'accompagner les communes dans leur évolution grâce notamment au conseil, à l'information, à la formation et à l'assistance dans tous ses domaines de compétences.



Le syndicat est ainsi amené à organiser des groupes de travail et des séminaires sur les grands dossiers d'actualité, afin non seulement de diffuser l'information mais aussi de recueillir et faire partager les avis des acteurs impliqués (élus, cadres, agents des services du Pays et de l'Etat).

Ce type d'actions permet aussi de débattre sur des dossiers techniques, tels que les logiciels informatiques ou encore les réseaux d'eau, afin d'identifier les points de blocage et déterminer les améliorations pouvant être apportées.

Toutefois, si une certaine forme d'assistance est assurée lors de ces réunions, elle l'est aussi et surtout lors d'interventions de l'équipe technique du SPC sur le terrain, pour la mise à jour des logiciels et le contrôle de procédures.

## → LES INSTANCES DIRIGEANTES DU SPC

Le SPC est un syndicat intercommunal à vocation multiple. Regroupant des communes, son mode de fonctionnement est assez similaire à celui d'une commune. Il est administré par le président, le bureau et le comité syndical, comme le précise l'article 8 des statuts.

Ces trois instances interviennent chacune à des degrés différents dans son fonctionnement.

### Le président

Le président est l'organe exécutif du syndicat. Il est l'ordonnateur des dépenses et c'est lui qui prescrit l'exécution des recettes du syndicat. Seul chargé de l'administration, il est le chef des services que le syndicat a créé. Toutefois il peut mandater un ou plusieurs vice-présidents pour l'exercice de sa fonction et donner délégation de signatures au directeur. Une fonction importante assumée par

le président consiste à préparer puis exécuter les délibérations du comité syndical et celles du bureau. Il en est également le porte-parole et il le représente en tant que de besoin lors de participation à des réunions de travail avec les services de l'État ou du Pays notamment. Enfin, le président représente le syndicat pour toute action en justice.

### Le comité syndical

En début de mandature, les communes adhérentes désignent au sein de leurs conseils municipaux respectifs les deux titulaires et leurs suppléants qui vont siéger comme délégués au sein du comité syndical du SPC. Cette assemblée se réunit obligatoirement deux fois par an. Le comité syndical est l'instance délibérative du SPC. Les délégués votent le budget du groupement et approuvent notamment les comptes administratifs.

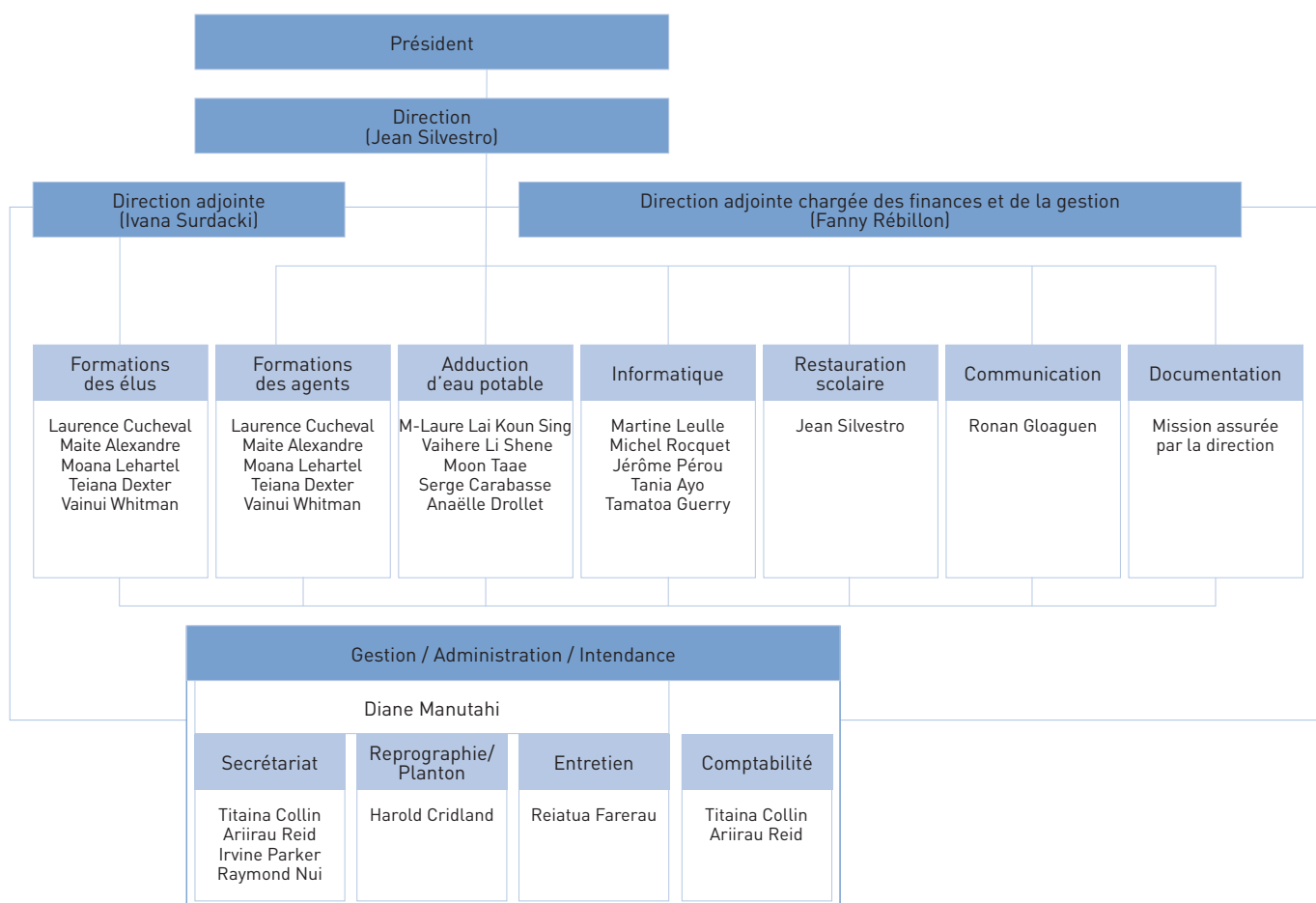
Lors de la première réunion de la nouvelle mandature, elle désigne parmi ses membres le président et le bureau syndical qui vont administrer concrètement l'institution.

Le comité peut déléguer au bureau syndical une partie de ses prérogatives, à l'exception de toutes celles relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du syndicat, au budget et à l'effectif du personnel.

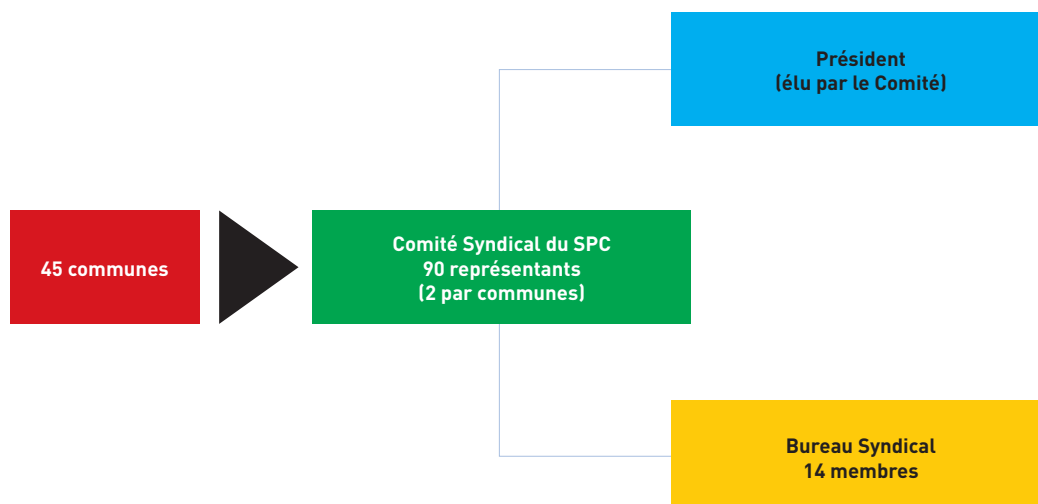
### Le bureau

Émanation du comité syndical, le bureau syndical se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire. Lorsqu'il le fait pour délibérer sur des compétences qui lui ont été déléguées par le comité, il est soumis aux mêmes règles de fonctionnement que ce dernier.

## → L'ORGANIGRAMME FONCTIONNEL



## → LES INSTANCES DU SPC





# Les faits marquants de 2008

Année électorale, 2008 a été marquée par le renouvellement des conseils municipaux dans l'ensemble de la République au mois de mars. La Polynésie française s'illustre par un très fort renouvellement de ses élus : deux tiers des conseillers municipaux sont de nouveaux élus. Cela s'est traduit par une conséquence importante pour le SPC : l'arrivée de nouveaux délégués syndicaux, l'élection d'un nouveau bureau et d'un nouveau président. Ce changement d'équipes a impliqué un travail d'explication sur le rôle et les fonctions des différentes instances du SPC.

Principale manifestation du SPC, mais suspendue en 2007 pour ne pas interférer avec la période électorale, le congrès des maires de 2008 a pris la forme d'un séminaire des élus communaux.

## → DANS LE MONDE COMMUNAL

- Une nouvelle mandature : 64 % de nouveaux élus.
- 33 nouveaux maires.
- Des élus qui veulent réaliser leurs programmes : des besoins importants dans les communes.
- Une réforme juridique toujours en cours de réalisation.

## → AU SPC

- Un nouveau président, une nouvelle équipe d'élus dans les différentes instances du SPC.
- Le recrutement de nouveaux agents :
  - Assistante hot line (juillet 2008),
  - Responsable de la communication (septembre 2008),
  - Deux techniciens de l'eau (décembre 2008).





## → LES CHIFFRES-CLÉS DES COMMUNES ADHÉRENTES AU SPC EN 2008

Subdivision	Commune	Population 2002	Population 2007	Conseillers 2007
ILES DU VENT	Papeete	26 181	26 017	35
	Punaauia	23 706	25 441	35
	Moorea - Maiao	14 550	16 490	33
	Paea	12 276	12 084	33
	Papara	9 505	10 615	33
	Pirae	14 499	14 475	33
	Taiarapu Est	10 315	11 549	33
	Hitiaa O Te ra	8 286	8 683	29
	Taiarapu Ouest	6 093	7 002	29
	Teva I Uta	7 840	8 589	29
ILES SOUS LE VENT	Bora Bora	7 295	8 927	29
	Huahine	5 757	5 999	29
	Tahaa	4 845	5 003	29
	Taputapuatea	4 156	4 614	27
	Tumaraa	3 409	3 632	27
	Uturoa	3 568	3 778	27
	Maupiti	1 191	1 231	15
	Tahuata	677	2 660	23
MARQUISES	Hiva-Oa	2 015	1 986	19
	Ua-Pou	2 200	2 157	19
	Fatu-Hiva	584	587	15
	Nuku-Hiva	2 652	2 660	19
	Ua-Huka	584	571	15
AUSTRALES	Rurutu	2 104	2 088	19
	Tubuai	1 979	2 050	19
	Raivavae	995	905	15
	Rimatara	811	785	15
	Rapa	497	482	11
TUAMOTU-GAMBIER	Rangiroa	3 071	3 210	23
	Arutua	1 436	1 759	19
	Fakarava	1 516	1 578	19
	Takaroa	1 524	1 577	19
	Anaa	750	827	15
	Gambier	1 097	1 337	15
	Hao	1 512	1 342	15
	Makemo	1 454	1 422	15
	Manihi	1 230	1 379	15
	Reao	553	567	15
	Fangatau	275	252	11
	Hikueru	205	268	11
	Napuka	307	315	11
	Nukutavake	278	319	11
	Puka Puka	197	157	11
	Tatakoto	255	227	11
	Tureia	313	311	11
TOTAL SPC		194 543	205 918	937
TOTAL POLYNESIE FRANCAISE		245 516	259 596	1 034

# Bilan de l'activité 2008 par compétence

## → LES CHIFFRES-CLÉS DES DIFFÉRENTS SERVICES INTERNES

Structuré autour des compétences qui lui sont transférées par ses communes adhérentes, le SPC compte 3 départements distincts (AEP, Informatique, Formation). Un service de gestion et des moyens prend en charge les tâches transversales d'administration générale (courriers, comptabilité...). Une équipe de trois personnes assure la direction et coordonne l'activité des différents départements.

### AEP

5 personnes affectées à la compétence dont :

- 1 ingénieur hydraulique
- 4 techniciens de l'eau

Au service de :

- 35 communes adhérentes
- 13 communes avec une coopération active

### INFORMATIQUE

5 personnes affectées à la compétence dont :

- 1 responsable des logiciels
- 1 responsable des NTIC
- 1 responsable réseaux
- 2 assistants hot line

Au service de :

- 48 collectivités

### FORMATION

5 responsables de formation

- 20 projets distincts
- 175 actions dont 18 pour les élus et 157 pour les agents communaux

Au service de :

- 48 communes + syndicats intercommunaux

### LE SERVICE DE GESTION ET DES MOYENS

7 personnes au service de toute la structure dont 4 agents polyvalents en permanence et une responsable du service

- Traite une moyenne quotidienne de 40 appels téléphoniques
- Saisit, envoie, enregistre 10 à 15 courriers par jour
- Organise toute la préparation des réunions syndicales (bureaux, comités) et des différentes manifestations
- Assure le suivi du contrôle de légalité (conventions, arrêtés, délibérations...)
- Assure l'organisation logistique de toutes les actions du SPC notamment les formations
- Assure la logistique des missions des agents du SPC (réservation d'avion/bateau, fret, hébergement, location de voiture)
- Un agent pour la comptabilité qui mandate près de 20 factures/jour, assure le suivi du patrimoine, contrôle les pièces justificatives pour paiement (feuille d'émargement, ordre de déplacements ...)
- Un agent coursier
- Un agent d'entretien et de nettoyage





## → LA COMPÉTENCE PROMOTION DE L'INSTITUTION COMMUNALE

La compétence promotion de l'institution communale regroupe l'ensemble des dossiers qui ont trait au fonctionnement des communes polynésiennes du point de vue de leur organisation juridique ou financière, et des différents textes qui les encadrent à ces niveaux : Code général des collectivités territoriales (CGCT), statut de la Fonction Publique Communale (FPC) notamment. Dans ce contexte le SPC agit comme représentant et soutien technique des communes et de leurs élus dans les différentes négociations qui se déroulent avec leurs partenaires (Etat, organisations salariales).

Une préoccupation majeure a monopolisé les esprits tout au long de l'année : la réforme.

de travail Etat / Pays / Communes (Environnement, commission d'évaluation des charges).

Le CGCT est devenu applicable avec la prise en compte des remarques des élus et des cadres.

Le président du SPC est devenu membre du Comité des Finances Locales (CFL).

Les élus ont été très mobilisés sur la première rédaction du décret d'application de la Fonction Publique Communale (FPC).

Traditionnel rendez-vous des élus communaux, le congrès annuel a été remplacé par un séminaire qui s'est tenu à Tahiti du 2 au 4 juillet 2008, sur le thème : « L'élu au cœur du développement : visionnaire, acteur et responsable ».

Plusieurs séances de travail se sont déroulées à l'initiative du SPC, qui a d'ailleurs assuré un rôle de représentation des communes dans les groupes

### LE RÔLE DU CFL DANS LE DISPOSITIF FIP

Cette instance répartit les ressources du Fonds Intercommunal de Péréquation (FIP), une part importante des ressources des communes, notamment les plus petites. L'article 52 du statut de la PF établit le principe selon lequel le FIP ne peut être inférieur à 15 % des ressources du budget général de la Polynésie française. Le comité des finances locales, qui remplace le comité de gestion depuis le décret n° 2005-1 611 du 20 décembre 2005, organise la répartition des ressources du FIP. Le comité est co-présidé par le haut-commissaire et le président de la Polynésie française. Les représentants des collectivités territoriales constituent la majorité des membres du comité, qui peut décider d'attribuer une dotation à des groupements de communes pour la réalisation d'opérations d'investissement ou la prise en charge de dépenses de personnel présentant un intérêt intercommunal.

## → LA COMPÉTENCE ADDUCTION EN EAU POTABLE (AEP)

La compétence adduction en eau potable constitue un des piliers de l'action du SPC sur le terrain. Les dates butoirs imposées par l'application du CGCT ont pour effet de multiplier les demandes d'interventions et de renforcer l'implication du SPC dans les chantiers.

### Bilan de l'eau dans les communes

Depuis une vingtaine d'années, plusieurs centaines de millions de Fcfp ont été investies par les communes pour la construction de leurs installations hydrauliques. Cependant, les résultats des contrôles du Centre d'Hygiène et de Salubrité publique indiquent que peu d'entre elles distribuent de l'eau potable. D'autre part la réglementation impose aux communes polynésiennes une date limite pour produire et distribuer ce précieux liquide. Compte tenu des moyens financiers dont elles disposent, cette contrainte recouvre des réalités bien différentes d'une commune à une autre.

- 10 communes seulement sur 35 ont une AEP digne de ce nom, cela génère des besoins en conseil et en assistance à l'exploitation des réseaux.
- 25 communes ont un réseau obsolète ou inexistant, cela entraîne des besoins en études et travaux.
- Des dates butoirs impératives
  - Fin 2009 : possibilité de sanctions en cas de non potabilité.
  - Fin 2015 : le CGCT impose aux communes de mettre en œuvre un véritable service de l'eau potable.

### LES CARACTÉRISTIQUES DE L'EAU POTABLE

Produire et distribuer de l'eau potable ne se résume pas à une question de ressources, de forages ou de tuyaux. L'eau destinée à la consommation humaine doit répondre à des normes précises et faire l'objet d'analyses régulières pour mériter son qualificatif de « potable ». Plusieurs textes encadrent très strictement la potabilité de l'eau. Il s'agit tout d'abord de la délibération N° 99-178 APF du 14 octobre 1999 qui « régit l'hygiène des eaux destinées à la consommation humaine distribuée par les réseaux, fontaines et citernes à usage collectif ». Selon ce premier texte de référence, « l'eau est potable lorsqu'elle n'est pas susceptible de porter atteinte à la santé de ceux qui la consomment ». Pour ce faire, elle doit être conforme aux normes de potabilité définies par arrêté pris en conseil des ministres. Ces normes comportent plusieurs paramètres : organoleptiques (coloration, turbidité, odeur et saveur), physico-chimiques (température, pH, minéraux), substances indésirables (nitrates, nitrites, etc), substances toxiques, paramètres microbiologiques, et enfin présence de pesticides ou produits apparentés. Pour qualifier une eau de « potable », il est nécessaire de procéder à une série d'analyses bactériologiques, physicochimiques. La fréquence des prélèvements qui sont réalisées soit dans la ressource, soit dans le réseau de distribution, diffère notamment selon le débit journalier des installations et selon que l'eau soit traitée ou non. Un réseau dont le débit journalier est inférieur à 2 000 m<sup>3</sup> et distribuant une eau traitée doit faire l'objet de prélèvements mensuels.



### Chiffres clés

- 35 communes adhérentes : toutes les communes des archipels éloignés, sauf Maupiti et avec Teva I Uta à Tahiti.
- 56 déplacements, 126 jours de missions pour réaliser notamment :
  - Des études : schéma directeur de Raivavae, recherche de filière de traitement de l'eau aux Marquises...
  - Des travaux à Uturoa...

### LE PROJET D'AIDE À LA GESTION (PAG), L'EXEMPLE DE RIMATARA.

Pour faire face à ses obligations, Rimatara, petite commune de l'archipel des Australes a engagé en 2007 un travail en collaboration avec le SPC. Il s'agit d'un partenariat qui va bien au-delà des services habituellement rendus.

La convention signée a pour objet d'organiser l'entretien, la maintenance et l'exploitation des installations d'eau potable dans la commune. En 2008 la commune compte 786 habitants et 244 abonnés au réseau d'eau. Les deux réseaux et six forages de l'île ont produit 80 535 m<sup>3</sup> d'eau, et 62 425 m<sup>3</sup> ont été consommés. Depuis la signature de la convention, le SPC a effectué 14 missions à Rimatara. Le taux de potabilité de l'eau est passé de 38 % (de mai à décembre 2007) à 80 % en 2008.

À Rimatara, la consommation mensuelle moyenne pour une famille de cinq personnes s'élève à 29 m<sup>3</sup>. Sur le plan financier, la facturation moyenne annuelle de l'eau pour une famille de cinq personnes est de 12 000 Fcfp, soit un montant équivalent aux grandes communes de Tahiti.



## → LA COMPETENCE INFORMATIQUE

Première compétence par le nombre de communes adhérentes, le département informatique du SPC inscrit son action à deux niveaux d'intervention :

### 1er niveau

- Rechercher et distribuer des logiciels de gestion communale pour les communes et syndicats de communes de PF.
- Etudier et assurer la maîtrise d'œuvre pour acquérir et installer le matériel informatique nécessaire à l'exploitation des logiciels nommés ci-dessus.

### 2nd niveau

- Maintenir ces logiciels selon l'évolution de la réglementation et l'évolution technologique.
- Assister les agents communaux sur l'utilisation de ces logiciels.
- Conseiller pour maintenir le matériel en bon état de fonctionnement (proposant des contrats de maintenance).
- Assurer une assistance technique de 1er niveau.

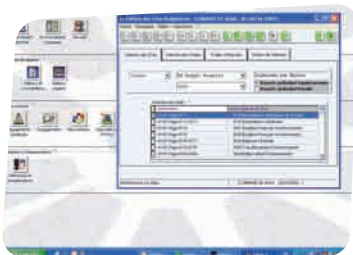
Communes	Australes	IDV	ISLV	Marquises	TG	Total
Communes < 3500 h	5	—	1	6	17	29
Communes < 10.000 h	—	4	5	—	—	7
Communes > 10.000 h	—	4	—	—	—	2
<b>TOTAL COMMUNES</b>	<b>5/5</b>	<b>8/13</b>	<b>6/7</b>	<b>6/6</b>	<b>17/17</b>	<b>42/48</b>
Syndicats de communes	1	4	—	—	1	6
<b>TOTAL COLLECTIVITES</b>	<b>6</b>	<b>12</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>18</b>	<b>48</b>

### Les logiciels de gestion communale

- **GF (CIVITAS)** : Comptabilité gérant les budgets principaux ainsi que les budgets annexes (eau, électricité, cantine...) et le suivi comptable du patrimoine.
- **GRH (CIVITAS)** : Paie (Indemnités des élus + Paie des agents permanents et temporaires).
- **Win-Ele (A.GE.D.I.)** : Gestion des listes électorales .
- **Win-Pop (A.GE.D.I.)** : Gestion de l'état civil et de la population communale.
- **Role\* (SPC)** : Gestion des redevances et taxes communales et suivi des encaissements (eau, ordures ménagères, panneaux publicitaires, cantine).
- **ELEC\* (SPC)** : Facturation "Electricité" au compteur et suivi des encaissements.
- **EAU\* (SPC)** : Facturation "Eau" au compteur et suivi des encaissements.

Logiciel	Editeur	Communes adhérentes à la compétence	Communes non adhérentes à la compétence	Collectivités non adhérentes au SPC	Total
GF	CIVITAS	39	3	6	48
GRH	CIVITAS	37	3	6	46
Win-Ele	A.GE.D.I.	35	1	1	37
Win-Pop	A.GE.D.I.	6	-	-	6
Rôle	SPC.PF	7	-	-	7
ELEC	SPC.PF	2	-	-	2
Eau	SPC.PF	7	-	-	7

\*Logiciel élaboré et développé au sein du SPC



### L'environnement technique des communes

- 15 Mono-postes
- 25 serveurs, environ 250 postes reliés à ces réseaux

### Le bilan 2008 du pôle logiciel

- Formation :
  - 8 sessions
  - 59 stagiaires
  - 128 heures
- Recherche de nouveaux produits
- Maintenance :
  - Assistance téléphonique : 1 399 demandes enregistrées.
  - Assistance sur site : 9 missions sur trois archipels (IDV, ISLV, AUST.) représentant 15 jours de déplacements.

### Le bilan 2008 du pôle systèmes & réseaux

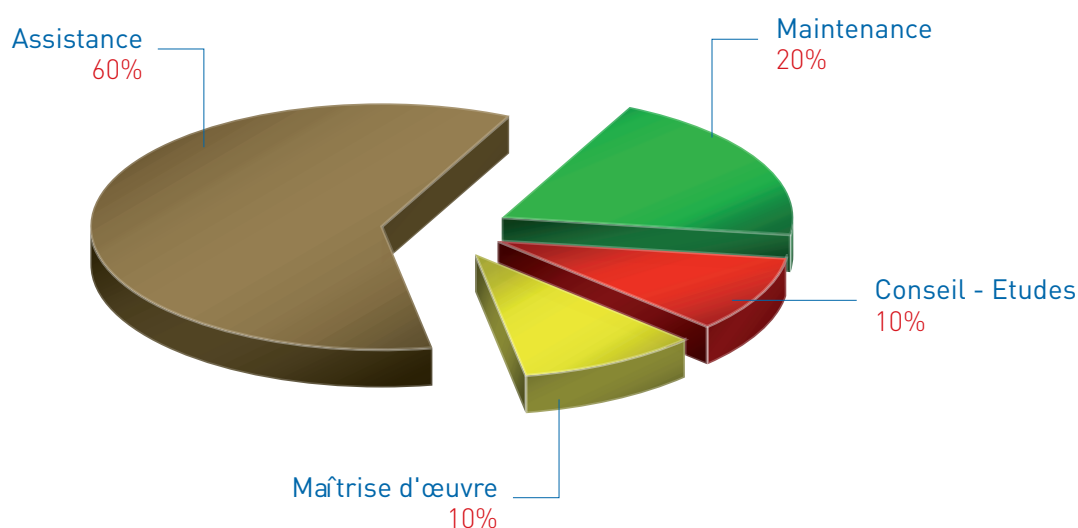
Études et conseils

Maîtrise d'œuvre

Maintenance sur site

L'assistance d'un parc informatique de 25 réseaux (environ 250 postes) accessibles par télémaintenance.

→ POUR 2008, 760 HEURES OPÉRATIONNELLES D'INTERVENTION  
AUPRÈS DES ADHÉRENTS RÉPARTIES COMME SUIT :



## → LA COMPETENCE FORMATION

Première en nombre d'actions menées auprès des communes, la compétence formation articule son activité selon deux publics : élus des conseils municipaux d'une part et agents communaux d'autre part. La mise en œuvre concrète du CGCT a suscité de nouveaux besoins à côté des requêtes traditionnelles. Enfin l'arrivée de nouveaux conseillers et maires aux commandes des municipalités s'est traduite par de nombreuses demandes d'organisation de « séminaires intra » destinés spécifiquement à un public d'élus.

- 175 actions, 1 770 stagiaires et 56 305 heures de formations pour 20 projets distincts.
- Une offre de formation importante, mais des difficultés à l'adapter aux besoins réels des communes.
- Une réforme applicable (CGCT) et une mandature de projets voulue par de nouveaux élus impliquant de nouveaux besoins.
- Une fenêtre ouverte pour connaître les communes, les mobiliser, qui légitime l'action du SPC en matière de défense de l'institution communale.
- Une continuité des partenariats, avec en particulier le CNFPT.



Le Conseil Municipal de Taputapuātea, réunit à l'occasion du séminaire intra de cette commune en septembre 2008.





## LE SÉMINAIRE INTRA, BEST-SELLER DES ACTIONS DE FORMATION VERS LES ÉLUS

En début de mandat, les élus découvrent le fonctionnement du monde communal, la gestion publique et s'interrogent sur leurs rôles et leurs missions. Ils se trouvent souvent confrontés à une administration publique lourde, avec des réglementations et des organisations complexes. Ils sont le plus souvent accaparés par la gestion, au détriment de l'action ou d'une vision prospective. Dans ce contexte, la formation constitue une démarche fondamentale du SPC. Les enjeux sont clairs : près de 64 % des conseils municipaux ont été renouvelés en mars 2008 et 30 nouveaux maires ont pris leur fonction à l'issue de ces élections.

Plusieurs membres des conseils municipaux ont demandé au SPC d'être formés sur les fondamentaux de la gestion communale. 8 séminaires de conseils municipaux ont été réalisés en 2008. Il s'agit très clairement d'un signe fort du sens que les élus donnent à la mission de service public et à leur responsabilité d'élus. C'est sans doute aussi le signe d'une prise de conscience des élus qui doivent s'informer, se préoccuper de l'évolution des textes et donc se former. En effet, les communes polynésiennes connaissent depuis 2004 un bouleversement institutionnel conséquent avec un nouveau cadre statutaire et une réforme ambitieuse : statut du personnel communal et adaptation à la Polynésie française du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

## → RÉCAPITULATIF DES ACTIONS DE FORMATION PAR PUBLIC

Public	Actions	Participants	Heures de formation	Coût direct en F CFP*
Agents communaux	157	1 422	51 943	55 489 472
Elus	18	348	4 342	18 890 068
Total	175	1 770	56 305	74 379 540

\* Coût direct : prestataires, frais de transport et de séjour. Ne comprend pas les frais de structure et de charges de personnel du SPC.

# Le bilan financier 2008

**DELIBERATION N°08/2009/SPC du 26 mars 2009** approuvant les comptes administratif et de gestion 2008 et portant affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2008

## Le comité syndical

Vu la délibération n° 18/2007/SPC du comité syndical en date du 14 décembre 2007 approuvant le budget primitif 2008,

Vu la délibération n° 10/2008/SPC du comité syndical en date du 23 juin 2008 approuvant le budget supplémentaire 2008,

Vu le compte administratif 2008 présenté par le Président du SPC et le compte de gestion 2008 du Trésorier des Iles-du-Vent, des Archipels et des Iles Australes ;

Vu le rapport de présentation du Président ;

## Exposé des motifs

Considérant que le comité syndical doit se prononcer sur l'exécution de la tenue des comptes de Monsieur Patrice REDLICH, trésorier receveur du SPC, pour l'année 2008,

Considérant la concordance du compte de gestion retraçant la comptabilité patrimoniale tenue par Monsieur Patrice REDLICH, trésorier receveur du SPC avec le compte administratif retraçant la comptabilité administrative tenue par Monsieur le Président,

Considérant que le comité syndical doit se prononcer avant le 30 juin de l'année N+1 sur l'exécution de la comptabilité administrative tenue par Monsieur le Président,

Considérant que, pour ce faire, le Président devait quitter la séance et a été remplacé par Damas UTIA, membre du comité syndical,

## Adopte

Article 1 : Le compte administratif 2008 du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française et le compte de gestion 2008 du Trésorier des Iles-du-Vent, des Archipels et des Iles Australes sont approuvés.

En fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 319.356.891 F CFP et les recettes à 303.943.504 F CFP soit un résultat de fonctionnement de -15.413.387 F CFP. L'intégration du résultat de l'année 2007 de 107.183.679 F CFP affiche au final un excédent de fonctionnement au 31/12/2008 de 91.770.292 F CFP.

La répartition par compétence de cet excédent s'établit comme ci-après :

- Administration générale : 33.779.504 F CFP
- Formation des élus : 9.911.916 F CFP
- Formation des personnels communaux : 16.306.423 F CFP
- Promotion : 5.503.297 F CFP
- Documentation : 5.198.752 F CFP
- Restauration scolaire : 5.250.629 F CFP
- A.E.P. : -3.345.625 F CFP
- Informatique : 19.165.396 F CFP



En investissement, les dépenses s'élèvent à 14.784.507 F CFP et les recettes à 27.987.425 F CFP soit un résultat d'investissement de 13.202.918 F CFP. L'intégration du résultat de l'année 2007 de 2.615.665 F CFP affiche un excédent de 15.818.583 F CFP au 31/12/2008, réparti par compétence comme ci-dessous :

- |  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| ■ Administration générale : 3.293.209 F CFP            | ■ Documentation : 0 F CFP         |
| ■ Formation des élus : 1.280.997 F CFP                 | ■ Restauration scolaire : 0 F CFP |
| ■ Formation des personnels communaux : 3.057.651 F CFP | ■ A.E.P. : 923.920 F CFP          |
| ■ Promotion : 0 F CFP                                  | ■ Informatique : 7.262.806 F CFP  |

Il est constaté le montant des restes à réaliser en investissement de 22.676.649 F CFP pour l'exercice 2008. Le besoin de financement de la section d'investissement est donc de 6.858.066 F CFP, se répartissant comme suit :

- |  |                                   |
|--|-----------------------------------|
| ■ Administration générale : 3.291.441 F CFP          | ■ Documentation : 0 F CFP         |
| ■ Formation des élus : 0 F CFP                       | ■ Restauration scolaire : 0 F CFP |
| ■ Formation des personnels communaux : 217.348 F CFP | ■ A.E.P. : 750.080 F CFP          |
| ■ Promotion : 0 F CFP                                | ■ Informatique : 2.599.197 F CFP  |

Le résultat global est donc de 334.141.398 F CFP en dépenses et de 331.930.929 F CFP en recettes.

Article 2 : Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2008, Constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de 91.770.292 F CFP.

Après en avoir délibéré, décide d'affecter le résultat de fonctionnement de l'exercice 2008 comme suit :

- Affectation en réserve (compte 1068) : 6.858.066 F CFP
- Affectation en report de fonctionnement (compte 002) : 84.912.226 F CFP, se répartissant comme suit :
  - Administration générale : 30.488.063 F CFP
  - Formation des élus : 9.911.916 F CFP
  - Formation des personnels communaux : 16.089.075 F CFP
  - Promotion : 5.503.297 F CFP
  - Documentation : 5.198.752 F CFP
  - Restauration scolaire : 5.250.629 F CFP
  - A.E.P. : -4.095.705 F CFP
  - Informatique : 16.566.199 F CFP

Article 3 : Le Président et le receveur municipal du SPC sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.



## → LES GRANDES MASSES DU COMPTE ADMINISTRATIF EN RECETTES DE FONCTIONNEMENT

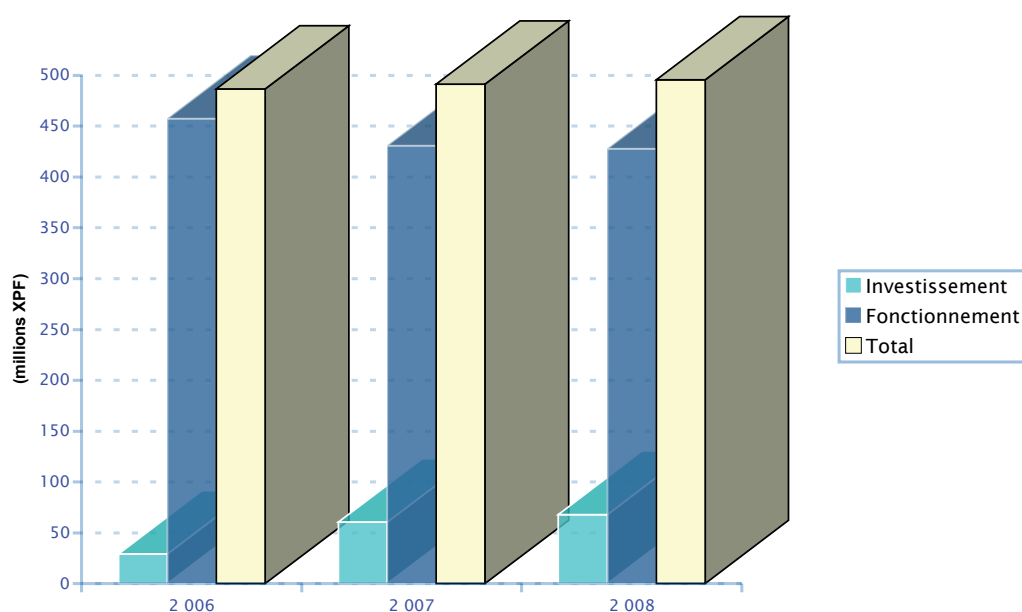
Excédent de fonctionnement (chapitre 002)	107 183 679 FCFP
Atténuation de charges (chapitre 013)	3 554 816 FCFP
Produits des serv.,du domaine et ventes diverses (chapitre 70)	8 897 796 FCFP
<b>Dotations, subventions et participations (chapitre 74)</b>	<b>286 959 330 FCFP</b>
Produits exceptionnels (chapitre 77)	4 427 500 FCFP
Transferts de charges (chapitre 79)	14 062 FCFP
<b>TOTAL</b>	<b>411 127 183 FCFP</b>

Les contributions des communes adhérentes constituent l'essentiel des recettes de fonctionnement du SPC.

## → LE DÉTAIL DU CHAPITRE 74

Contributions des communes adhérentes	273 587 830 FCFP	95%
Participation des communes non adhérentes	8 072 500 FCFP	3 %
Participation des communes adhérentes sans option informatique	84 000 FCFP	0,03 %
Subvention du FIP	3 040 000 FCFP	1.1 %
Subvention du territoire	2 175 000 FCFP	0.8 %
<b>TOTAL</b>	<b>286 959 330 FCFP</b>	

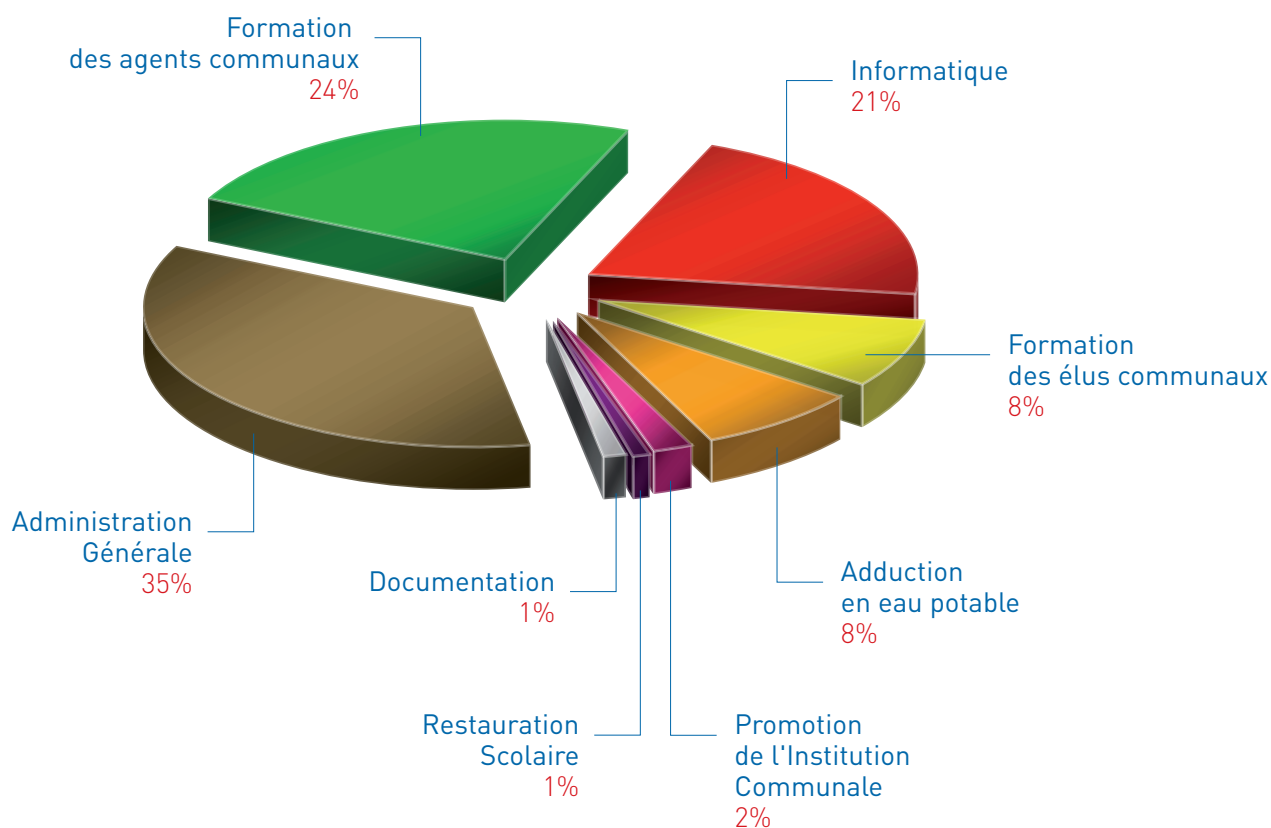
## → L'ÉVOLUTION DES COMPTES SUR 3 ANS



L'augmentation du poste investissement est essentiellement due à de l'acquisition de matériels et de logiciels informatique.

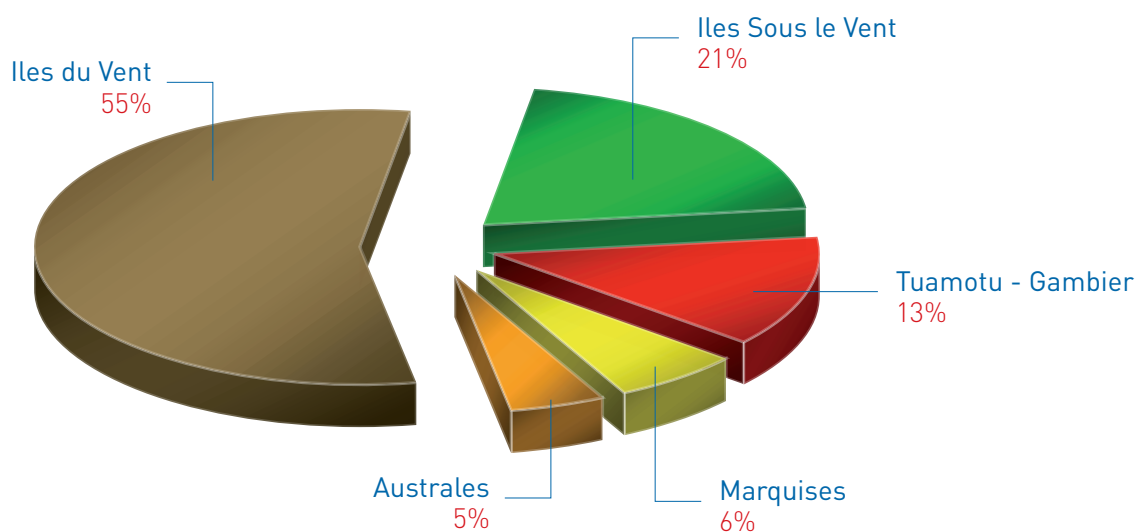


## → L'EXECUTION DU BUDGET PAR COMPÉTENCE



Le SPC est un établissement public qui rend un service à ses adhérents : les charges de personnel nécessaires à cette tâche sont confondues dans le poste « administration générale ».

## → LES CONTRIBUTIONS DES COMMUNES PAR ARCHIPEL



Plus peuplées que leurs homologues des archipels éloignés, les communes des îles du vent contribuent pour plus de la moitié du total des cotisations, au nom du principe de solidarité.

# Les membres du comité syndical

AUSTRALES		
Raivavae	M. FLORES Bruno - Maire	M. MAONO Teva - Conseiller municipal
Rapa	M. NARII Tuanainai - Maire	M. RIARIA Tarariki - 2ème adjoint
Rimatara	M. UTIA Damas - Maire	M. PAPARA Jean - Conseiller municipal
Rurutu	M. RIVETA Frédéric - Maire	M. ITAE-TETAA James - Conseiller municipal
Tubuai	M. TAHIATA Fernand - Maire	M. TEINAURI Adrien - Conseiller municipal
ILES DU VENT		
Hitiaa o te ra	M. FLOHR Henri - Maire	M. TEHOTU Abel - 1er adjoint
Mahina	M. TAPUTUARAI Hervé - Conseiller municipal	M. SANQUER Nicolas - Conseiller municipal
Moorea-Maiao	M. MAIHI Teriitepaiaua - Maire Délégué de Teavaro	M. MARAEA Jean Pierre - Conseiller municipal
Paea	Mme ADAMS Martha - 8ème adjoint	M. ROBSON Dominique - Conseiller municipal
Papara	M. SANDRAS Bruno - Député Maire	Mme TEHEI Moeana - 1er adjoint
Papeete	M. IENFA Jules - Conseiller municipal	M. LOMBARD Adrien - Conseiller municipal
Pirae	Mme VERNAUDON Béatrice - Maire	M. SUN Mairai - 1er adjoint
Punaauia	M. TUMAHAI Ronald - Maire	M. BERTHOLON Nicolas - Conseiller municipal
Taiarapu Est	Mme LUCAS Béatrix - Maire	Mme TERAITETIA Annabella - Maire délégué de Pueu
Taiarapu Ouest	M. VERNAUDON Clarentz - Maire	M. TEVAEARAI Moana - Maire délégué de Toahotu
Teva I Uta	Mme CROSS Valentina Hina - Maire	M. TAHUAITU Jonas - 1er adjoint
ILES SOUS LE VENT		
Bora Bora	M. TONG SANG Gaston - Maire	M. TEMARII Wally Fray - Conseiller municipal
Huahine	M. FAATAU Félix - Maire	Mme TEUIRA Mitara, Caroline - 1er adjoint
Maupiti	M. YEE ON Tarano - Maire	M. PAHEROO Astair - 4ème adjoint
Tahaa	Mme MARAEA Emma - Maire	M. MANEA Eudie - Conseiller municipal
Taputapuatea	M. MOUTAME Thomas - Maire	M. BROTHERSON Emile - 5ème adjoint
Tumaraa	M. TETUANUI Cyril - Maire	M. TEFAATAU Teddy - 1er adjoint
Uturoa	Mme TEROOATEA Sylviane - Maire	M. THUAU Marc - 2ème adjoint
MARQUISES		
Fatu Hiva	Mme TUPAI Lucia - Conseiller municipal	M. TAMETONA Jean-Maxime - Conseiller municipal
Hiva Oa	M. TEHAAMOANA Etienne - Maire	M. TEHAAMOANA Domingo - Conseiller municipal
Nuku Hiva	M. KAUTAI Benoît - Maire	M. TEHAAMOANA Pierre-Marie - Conseiller municipal
Tahuata	M. BARSINAS Félix - Maire	M. KOKAUANI François - 1er adjoint
Ua Huka	M. OHU Nestor - Maire	Mme SCALLAMERA Florentine - Conseiller municipal
Ua Pou	M. KAIHA Joseph - Maire	M. KAIHA Jacob - 1er adjoint
TUAMOTU GAMBIEERS		
Anaa	M. TEIRI Gérard - Maire	Mlle UTIA Bernice - 1er adjoint
Arutua	M. TAPUTUARAI Reupena Samuel - 2ème adjoint	M. VIRIAMU Totini - Conseiller municipal
Fakarava	M. VAIRAAROA Howard - Maire	M. RATTINASSAMY Jean-Claude - 4ème adjoint
Fangatau	M. VOIRIN Raymond - Maire	M. SALOMON Teau - Conseiller municipal
Gambier	M. SALMON Denis - Conseiller municipal	M. TEAPIKI Etienne - Conseiller municipal
Hao	Mme BUTCHER Suzanne - Maire	Mme TEPA Bérénice - Conseiller municipal
Hikueru	M. TEMANAHA Tinihau - 3ème adjoint	M. PERRY Jean - Maire délégué de Marokau
Makemo	M. MARUNUI Turupe - 4ème adjoint	M. TETOKA Savino - 3ème adjoint
Manihi	Mme TEHIHARA Maiarii Alen - Maire	Mme VAIRAAROA Mélina - Conseiller municipal
Napuka	M. PUARAI Tauirai - Maire	Mme ARAI Tevahinepaio - Conseiller municipal
Nukutavake	M. TEARIKI Teipoheiarai - Maire délégué de Vahitahi	M. AUKARA Pierre - Conseiller municipal
Puka Puka	M. VILLANT Raphael - Maire	M. MAPU Jean - 3ème adjoint
Rangiroa	M. HERLEMME Daniel - Conseiller municipal	M. LEDUC Henri - Conseiller municipal
Reao	M. LENOIR Matatini - Maire	M. IHORAI Charles - 1er adjoint
Takaroa	Mme TEAHE Teapehu - Maire	M. TEAHI Sandwich Faana - Conseiller municipal
Tatakoto	Mme VOIRIN Madeleine - 3ème adjoint	M. KAMAKE Maratino - 1er adjoint
Tureia	M. KAMAKE Erevita - Conseiller municipal	M. TEMAE Tuiti - Conseiller municipal

# Les membres du bureau syndical

FONCTION	NOM - PRENOM	
Président	M. Teriitepaiautua MAIHI	Maire de Moorea de 2001 à 2008 Maire délégué de Teavaro (Commune de Moorea) depuis mars 2008
1er Vice-Présidente	Mme Valentina CROSS	Maire de TEVA I UTA
2ème Vice-Président	M. Howard VAIRAAROA	Maire de FAKARAVA
3ème Vice-Président	M. Gérard TEIRI	Maire de ANAA
4ème Vice-Président	M. Teddy TEFAATAU	1er adjoint au maire de TUMARAA
5ème Vice-Président	M. Félix BARSINAS	Maire de TAHUATA
6ème Vice-Président	M. Damas UTIA	Maire de RIMATARA
Secrétaire	M. Astair PAHEROO	Adjoint au maire de MAUPITI
Assesseur	M. Benoît KAUTAI	Maire de NUKU HIVA
Assesseur	M. Félix FAATAU	Maire de HUAHINE
Assesseur	M. Jean-Claude RATTINASSAMY	4eme adjoint au maire de FAKARAVA
Assesseur	M. Denis SALMON	Conseiller municipal de GAMBIER
Assesseur	Mme Lucia TUPAI	Conseillère municipale de FATU HIVA
Assesseur	M. James ITAE-TETAA	Conseiller municipal de RURUTU







Syndicat pour la Promotion des Communes de la Polynésie française  
 BP 50820 - 98716 Pirae - Tahiti - Polynésie française  
 Tél. +689 50 63 63 - Fax +689 41 07 98  
 E-mail : [communes@spc.pf](mailto:communes@spc.pf) - Site : [www.spc.pf](http://www.spc.pf)